

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

N°6 – 11 février 2020

### En bref

La Colombie propose un statut juridique protecteur pendant dix ans aux 1,8 million de migrants vénézuéliens et notamment aux près d'un million de migrants vénézuéliens irréguliers arrivés en Colombie avant le 31 janvier 2020, a déclaré lundi le président Ivan Duque. Ce statut leur permettra de travailler légalement, de bénéficier de la protection sociale et de demander un visa de résident s'ils souhaitent

rester en Colombie, après un séjour d'au moins 5 ans dans le pays. Toute personne qui ne s'inscrit pas sous le nouveau statut temporaire sera soumise à l'expulsion.

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 10 ANS

C'est la durée de permis temporaire accordé par le Président colombien à près d'un million de migrants vénézuéliens irréguliers.

## BOLIVIE

**Le pays a inauguré sa plus haute centrale solaire financée en partie par l'AFD.**

En présence de l'Ambassadeur de France en Bolivie Denis Gaillard, la centrale photovoltaïque d'Oruro a été inaugurée le 10 février. Elle couvre une surface de 208 hectares, et dispose d'une puissance installée de 100 MW, faisant de cette centrale la plus grande du pays. Selon l'entreprise Nationale d'Electricité (ENDE), cette nouvelle usine pourra satisfaire 100% de la demande d'énergie du département d'Oruro. L'Agence française de développement (AFD) a fourni 60 MEUR des financements nécessaires à la construction de la centrale, soit 70% de l'investissement total, lequel représente 86 MEUR. L'Union européenne a apporté un financement de 8,5 MEUR et la Banque centrale de Bolivie a contribué à hauteur de 17,5 MEUR.

## COLOMBIE

**Le Président confirme la mise en œuvre d'une réforme fiscale.**

Ivan Duque a donné plusieurs indices sur les mesures que contiendra la future réforme fiscale du pays qui vise à collecter 1,5 point de PIB de recettes supplémentaires (sur une collecte d'environ 14% du PIB) à partir de 2022, sur la base d'une analyse d'une commission d'experts internationaux. La piste principale consisterait à s'attaquer aux exonérations de TVA sur certains biens et services (un manque à gagner estimé à 20,9 Mds USD en 2019 sur 25,9 Mds USD d'avantages fiscaux totaux) compensées pour les ménages les plus pauvres par des



remboursements forfaitaires de TVA. Un autre point développé dans le projet est la modification des seuils de déclaration des revenus, dans l'intention d'élargir les bases imposables dans le pays. Cette réforme fiscale ambitieuse et politiquement difficile devra être approuvée en période pré-électorale et suscite déjà l'opposition de nombreux parlementaires colombiens avant même son dépôt.

### Le FMI améliore ses prévisions de croissance pour la Colombie à 4,6% en 2021.

Selon les estimations actualisées de l'organisation internationale, le pays enregistrerait une croissance de 4,6% à la fin de cette année, en amélioration par rapport aux 4% de son précédent rapport d'octobre. Le FMI est également plus optimiste pour 2020, puisqu'il ne prévoit plus qu'une baisse du PIB de 7,9%, contre 8,2% initialement. Il n'y a cependant aucun changement pour l'estimation de 2021. Le FMI se montre cependant plus prudent que d'autres organisations telles que la Banque mondiale qui prévoit un rebond de 4,9% en 2021, tandis que l'ONU, dans son dernier rapport présenté à Davos, a assuré que le rebond serait de 5%, conformément à la prévision maintenue par le gouvernement colombien.

### La Colombie lance une agence pour vendre et louer les propriétés d'anciens combattants.

La Colombie a lancé mercredi une agence immobilière pour louer et vendre les propriétés remises par les anciens paramilitaires d'extrême droite et les guérillas de gauche afin de financer les réparations pour les victimes du conflit armé

interne. L'agence immobilière FRV va répertorier 1.606 propriétés au nom du fonds de réparation des victimes. Cela comprend des maisons, des appartements, des fermes et des terres précédemment détenues par les paramilitaires qui ont conclu un accord de paix avec le gouvernement en 2005. Les saisies de biens des anciennes FARC ont eu lieu avant que le groupe ne se désarme dans le cadre de l'accord de paix signé avec le gouvernement en 2016. La valeur totale des propriétés est d'environ 500 Mds COP (soit 140,3 MUSD). L'unité reçoit des propriétés - dont beaucoup sont délabrées - du bureau du procureur général, avant de les remettre en état et de les vendre pour financer l'indemnisation des 7,5 millions de victimes en attente de réparation.

## EQUATEUR

### Andres Arauz arrive en tête au premier tour des élections présidentielles.

Andres Arauz, de la gauche « *corréiste* », arrive en tête des élections générales du 8 février dernier avec 32% des voix. Il devrait affronter Guillermo Lasso, dont la qualification au 2<sup>ème</sup> tour semble se confirmer, devant le militant écologiste Yaku Perez (20,04 et 19,97% respectivement) qui dénonce une fraude (le parti indigène a appelé à manifester à Quito). Le Conseil électoral devra annoncer les candidats élus au deuxième tour une fois le décompte des voix finalisé. Par ailleurs, aucun parti n'a réussi à décrocher une majorité à l'Assemblée nationale. Le premier parti sera la gauche « *corréiste* » avec 49 sièges sur 137 selon les dernières

estimations, suivie par le mouvement indigène (27), le centre gauche (18), et le bloc de droite (32). Le risque pays (EMBI) a augmenté de 172 points de base les deux jours suivants l'élection.

**Le gouvernement devra revoir la définition des articles de la réforme du Code organique monétaire et financier.**

Lundi dernier, au lendemain du premier tour des élections présidentielles, le gouvernement a soumis à l'Assemblée nationale la réforme du Code organique monétaire et financier (Comyf), l'un des engagements pris avec le FMI pour les prochains décaissements du programme. Cette initiative vise à protéger la dollarisation et à donner une plus forte autonomie à la Banque centrale afin d'éviter une gestion politique qui chercherait à utiliser les réserves internationales pour financer les dépenses de l'Etat. Or, le Conseil d'administration législative (CAL), la plus haute instance administrative de l'Assemblée nationale (Congrès) de l'Équateur, a finalement décidé mardi de renvoyer au gouvernement le projet de réforme, au motif que le projet « *ne répond pas aux exigences de la Constitution et de la loi* ». Parmi ces exigences figure la nécessité de disposer d'un exposé des motifs suffisant et d'une définition claire des articles qui seraient réformés avec la nouvelle loi, a déclaré l'Assemblée.

## PEROU

**En 2020, le pays a mis en oeuvre des projets d'énergies renouvelables pour 1 Md USD.**

Ce montant correspond à 30 centrales hydroélectriques (373 MW), 7 centrales solaires (280 MW), 7 centrales éoliennes (394 MW) et 5 centrales de biomasse (33 MW). Selon le ministère d'Énergie et des Mines (Minem), les énergies renouvelables dites non conventionnelles (excluant l'hydroélectricité) représentent actuellement 6% de la production électrique nationale et l'objectif du gouvernement est de porter ce ratio à 15% d'ici 2030.

**Le confinement « ciblé » est prolongé de 15 jours tandis que la campagne de vaccination débute.**

Le gouvernement a annoncé que le confinement ciblé s'organiserait désormais de manière plus fine, à l'échelon provincial et non plus au niveau régional. Ainsi, à partir du 15 février et jusqu'à la fin du mois, le Pérou passera de 10 régions confinées à 32 provinces confinées (dans 17 régions différentes), dont les provinces de Lima et Callao (la capitale). Parallèlement, le gouvernement a annoncé que les banques privées pourront désormais octroyer des crédits dans le cadre du programme de crédits garantis pour les PME du tourisme, « FAE-Turismo », sur la base d'un fonds de 55 MUSD (permettant de prêter jusqu'à 220 MUSD). En outre, le programme de crédits garantis pour les PME « FAE-MYPE » recevra une nouvelle injection de 550 MUSD, afin de venir en aide aux PME des

secteurs qui n'opèrent pas pendant le confinement (restauration et hôtellerie entre autres) ; les crédits jusqu'à 5.500 USD et 11.000 USD seront garantis jusqu'à 98% et 90% respectivement. Enfin, un premier lot de 300.000 doses de vaccin du laboratoire chinois Sinopharm est arrivé le 7 février et la campagne de vaccination nationale a débuté mardi 9 février avec l'immunisation des travailleurs du secteur de la santé.

## VENEZUELA

**Le nombre d'investisseurs est en hausse à la Bourse de Caracas.**

L'indice de référence de la Bourse du pays, vieille de 74 ans, a généré un rendement de 1.000% l'an dernier, bien qu'anéanti par une inflation de l'ordre de 2.500% en 2020. Cela n'a pas empêché la Bourse de Caracas, qui compte 27 sociétés actives, de montrer des signes de rebond : le nombre d'actions négociées en 2020 était près de 200 fois supérieur à celui de 2016 et le nombre d'investisseurs a été multiplié par cinq en cinq ans, atteignant aujourd'hui 2.500. La capitalisation boursière totale a terminé l'année à 1.270.229 Mds VES (soit 1,3 Mds USD). Certains observateurs du marché attribuent cependant la dernière hausse d'activité à un resserrement du marché du crédit par le gouvernement, dans le but de freiner l'inflation, bien qu'il ait récemment baissé le montant des réserves obligatoires pour les banques du pays de 93% à 85%.

**L'Organisation Panaméricaine de Santé (OPS) suggère une plus grande flexibilité pour que le Venezuela puisse avoir accès aux vaccins AstraZeneca dans le cadre du mécanisme COVAX.**

Lors d'une conférence de presse hebdomadaire du mercredi 10 février, le directeur adjoint de l'OPS, Jarbas Barbosa, a demandé à ce que le délai de paiement du Venezuela pour le mécanisme COVAX (qui aurait dû être effectué le 9 février), soit prolongé, ce qui lui permettra de recevoir 1,42 M de doses du vaccin d'AstraZeneca d'ici la fin février pour lesquelles le prix est estimé à 100 MUSD. L'OPS avait précédemment déclaré que le Venezuela ne pourrait pas participer au dispositif COVAX en raison d'un défaut sur les obligations de paiements du gouvernement auprès de l'organisation. Le pays fait finalement partie des 37 pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui recevront les vaccins COVID par l'intermédiaire de COVAX, mais il ne fait pas partie des dix nations qui recevront les vaccins gratuitement, a déclaré l'OPS. Cette semaine également, le Président Nicolas Maduro a annoncé que le pays recevra 100.000 premières doses du vaccin russe Sputnik V, sur les 10 millions de doses officiellement réservées à la Russie.

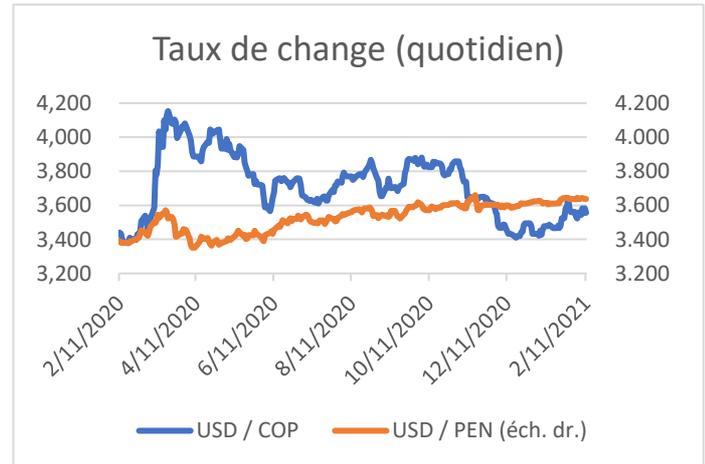
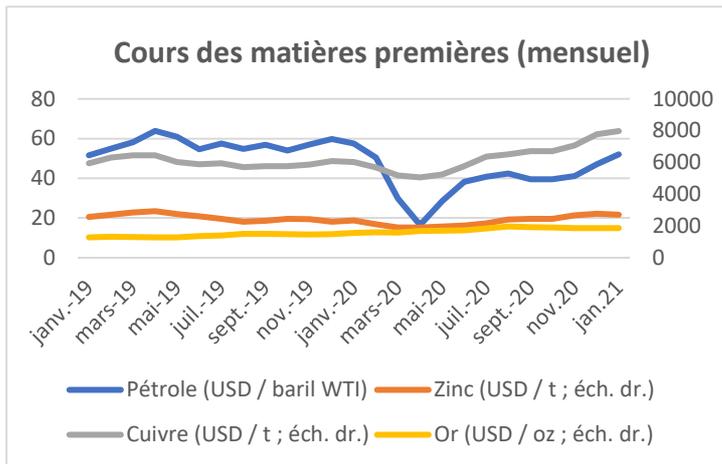
**En décembre, une famille avait besoin de 182 salaires minimaux pour couvrir les dépenses alimentaires de base.**

Le gouvernement vénézuélien a augmenté de 200% le salaire minimum au mois de décembre dernier, à 1,2 MVES. Si l'on considère la moyenne du taux de change moyen en vigueur



sur le mois de décembre (Banque centrale du Venezuela), cela équivaut à un salaire mensuel de 1,12 USD. En parallèle, le prix du panier alimentaire de base équivaut à 218 MVES sur cette période, soit 204,59 USD, en hausse de 2.546,6% sur un an. Ainsi les Vénézuéliens qui gagnent un salaire minimum peuvent acheter 0,9% du panier alimentaire de base, et 1,8% du panier alimentaire de base si l'on prend en compte le bon alimentaire, équivalent au montant du salaire minimum. Ainsi, selon le dernier rapport publié par le Centre de documentation et d'analyse des travailleurs (Cenda), une famille avec deux enfants a besoin de 182 salaires minimaux pour couvrir les dépenses alimentaires de base sur un mois en décembre dernier.

## Les graphiques de la semaine :



### Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
<b>BOLIVIE</b>	11,5	38.7	-7.9	5.6	-8.5	59.3	107	+7	159	-3
<b>COLOMBIE</b>	50,3	282.2	-7.9	4.6	-9.4	59.3	83	0	67	-2
<b>EQUATEUR</b>	17,3	93.07	-11	4.7	-8.9	n.a	86	-1	129	-6
<b>GUYANA</b>	0,782	6.8	26.2	8.12	-5.6	36.9	122	-1	134	0
<b>PEROU</b>	32,5	188.4	-12	9	-9.4	21.9	79	+3	76	-8
<b>SURINAME</b>	0,581	2.8	-13.1	1.49	-13.9	n.a	97	+1	162	+3
<b>VENEZUELA</b>	27.9	n.a	-25	-10	n.a	n.a	113	-20	188	0
<b>ARGENTINE</b>	45.3	305.2	-10.4	4.5	-11.4	n.a	46	+2	126	-7
<b>BRESIL</b>	211.4	1312.6	-4.5	3.6	-16.7	68.5	84	-5	124	-15
<b>CHILI</b>	19.4	272.08	-6.3	5.8	-8.7	14.6	43	-1	59	-3
<b>MEXIQUE</b>	128.9	1133.2	-8.5	4.3	-5.8	56.7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, Oct 20), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)